



COMMUNIQUE DE PRESSE



Le PAS dans l'impasse !

Le gouvernement ment aux citoyens !

Le ministre Darmanin vient à Lyon ce jour mener une opération de propagande en faveur du prélèvement à la source (PAS) alors que les services de la DGFIP, minés par les suppressions d'emplois sont débordés par la masse des appels téléphoniques.

La Direction Régionale des Finances Publiques n'hésite pas à mentir aux médias en niant que des délais de réponses de plusieurs heures sont imposés aux contribuables mais en reconnaissant que de nombreux contribuables sont invités à rappeler.

Le ministre vient vendre une mesure que le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) de la Cour des Comptes avait qualifiée de fausse bonne idée.

Pour faire de belles images, on invite des collègues d'autres services à s'asseoir sur les chaises vides, les locaux ont pour une fois été nettoyés de fond en comble ... le gouvernement veut faire croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Au moment même où le ministre organise son opération de communication, il convie les syndicats à rencontrer un de ses conseillers dans une autre salle. De fait, il écarte les gêneurs potentiels, isole les syndicats pendant qu'il fait son show. Il ne faut pas de couac dans la belle image qu'il veut montrer.

Les syndicats FO et CGT ne joueront pas le jeu d'un gouvernement qui trompe les citoyens.

➤ Il annonce la simplification de l'impôt avec le prélèvement à la source : faux !

Le PAS ne modifie que le mode de paiement de l'impôt sur le revenu. Son architecture est particulièrement complexe et génère des milliers d'appels, de mails et de visites dans nos services saignés par les suppressions de postes.

➤ Il veut réformer l'impôt pour plus de réactivité : faux !

Son objectif est d'encaisser plus rapidement l'impôt mais aussi d'alourdir la fiscalité pour la majorité des ménages. Dans le même temps il allège celui des plus riches (ISF, flat-tax) et l'impôt sur les entreprises. Avec la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales ; ce sont des milliards d'euros dans leurs caisses sans aucune contrepartie ni contrôle

➤ Dans son discours du 10 décembre Macron annonce des services publics de proximité : faux !

Au contraire à la DGFIP, les suppressions de postes et les fermetures de services s'accroissent. Dans le département du Nord par exemple, la politique du gouvernement se traduira par la fermeture de 42 trésoreries, 4 SIP, 9 SIE et 6 SPF. Ce département, avec 6 autres, est préfigurateur d'une réforme qui sera généralisée dans toute la France. La DRFiP du Rhône ne sera pas épargnée.

Cela signifie un démantèlement total de notre administration, un éloignement des usagers de leurs services publics.

Dans ce contexte les syndicats FO et CGT refusent d'être associés à cette mascarade, à cette propagande gouvernementale.

Nous n'irons pas discuter avec un obscur conseiller du ministre alors même que celui-ci démantèle notre administration et les services publics.